

Questions orales

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Mon collègue là-bas dit que c'est ridicule. Je vais lui lire ce que M. Gephardt, leader de la majorité à la Chambre des représentants, a dit dans une lettre adressée à M^{me} Hills. «La position des États-Unis dans les négociations et les documents connexes ont été fournis aux négociateurs canadiens et mexicains, mais le public—c'est-à-dire le public américain—n'est pas tenu au courant de ce qui se passe.» Au Congrès, les membres réclament les mêmes renseignements que les députés d'en face.

La raison de tout cela, c'est que nous ne voulons pas compromettre notre position dans ces négociations ni dévoiler au public des renseignements de nature commerciale qui sont confidentiels. Nous continuerons de donner des séances d'information, comme je l'ai proposé au comité. Cette offre tient toujours. C'est malheureux que les députés de l'opposition aient décidé de faire passer la politique avant les intérêts du pays.

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Monsieur le Président, depuis deux jours, le ministre du Commerce extérieur dit qu'il ne dévoilera pas d'informations commerciales confidentielles sur les négociations relatives au libre-échange. Personne ne lui demande de le faire. Personne n'est en quête de renseignements de nature commerciale qui sont confidentiels.

Les Canadiens veulent simplement connaître les exigences minimales du gouvernement dans ces négociations. Ainsi, on s'est rendu compte que l'Accord de libre-échange canado-américain actuellement en vigueur comportait une lacune parce que les subventions n'y sont pas définies. Le gouvernement signerait-il une entente trilatérale dans laquelle les subventions ne sont pas définies et qui ne prévoit pas de mécanisme de règlement des différends qui soit accéléré et qui lie les parties? C'est ce genre de réponse que nous voulons obtenir. Les renseignements confidentiels de nature commerciale ne nous intéressent pas.

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, j'ai déjà répondu très clairement à cette question. Les participants aux négociations commerciales multilatérales se penchent actuellement sur la question des subventions. Nous avons dit très clairement que la décision prise à l'issue de ces négociations vaudra pour l'Accord de libre-échange avec les États-Unis et celui que nous pourrions conclure avec le Mexique.

Mon collègue sait pertinemment que le mécanisme de règlement des différends était une condition essentielle pour que nous acceptions de ratifier un accord de libre-échange avec les États-Unis et, comme il vient de le mentionner, le maintien d'un mécanisme liant les parties est aussi une condition essentielle pour que nous souscrivions à une entente de libre-échange nord-américaine.

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Le ministre n'ignore pas que des réponses de ce genre. . . que de telles questions devraient faire l'objet d'un débat ouvert au comité et non d'une séance d'information confidentielle, qui semble être ce que le ministre a de mieux à offrir.

Les Canadiens ont beaucoup d'autres questions auxquelles le gouvernement ne répond pas. D'autres pays, le Chili et le Costa Rica, par exemple, veulent participer à un accord de libre-échange entre pays de l'hémisphère occidental. Les Canadiens voudront savoir s'il est de l'intention du gouvernement d'offrir à d'autres pays occidentaux de participer à l'accord. Plus précisément, le gouvernement cherche-t-il à obtenir que l'accord définitif comporte une clause d'adhésion?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, les questions de mon collègue sont très précises et, si je puis me permettre, excellentes. Dommage que, au comité, ses collègues se soient contentés de braire comme des ânes au lieu de poser des questions précises sur les objectifs des négociations, des questions comme celles que mon collègue essaie de poser aujourd'hui et dont je le félicite d'ailleurs.

En ce qui concerne la question de l'adhésion, nous avons dit clairement qu'elle devrait faire l'objet de discussions approfondies avec les Américains et les Mexicains de telle sorte que nous puissions déterminer exactement ce que nous ferons à cet égard. Je ne peux pas le dire pour le moment, mais je me ferai un plaisir d'examiner la question en détail au comité, si le député le souhaite.

* * *

L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Il sait sans doute que le chancelier Helmut Kohl se rendra demain à Washington pour exposer la position de l'Allemagne dans le cadre des nouveaux entretiens du GATT.